



# Bioethica Forum

Sondernummer

Mai 2006

Numéro spécial **Alberto Bondolfi 60**

## EDITORIAL

### Grenzgänge der Bioethik – Alberto Bondolfi zu Ehren

Im Februar dieses Jahres wurde Alberto Bondolfi, Professor für Ethik an der Universität Lausanne und Gründungspräsident der SGBE, anlässlich seines 60. Geburtstags mit einem kleinen Symposium und Festakt an der Uni Lausanne geehrt. Zwei gute Gründe haben uns auf Antrieb bewogen, ein Bioethica Forum Sonderheft zu diesem Anlass zu gestalten: Zum einen eröffnen die vier Symposiumsbeiträge kurze, aber tiefe Einblicke in die Welt der Bioethik, die eine Lektüre lohnen. Zum andern sind die Engagements, die Alberto Bondolfi für die SGBE geleistet hat und nach wie vor erbringt, nicht zu überschätzen, so dass wir uns als Gesellschaft mit dieser kleinen Publikation bei ihm bedanken möchten.

Wer Alberto Bondolfi kennt, und es ist fast nicht möglich, ihn nicht zu kennen, weiss um seine unermüdliche, einsatzfreudige und kenntnisreiche Lebensart, seinen Humor, seine Lust an Sprachen und Sprachspielen, seinen Ernst in der Auseinandersetzung mit schwierigen ethischen Fragen, seine Grenzgänge zwischen Recht, Medizin, Biologie, Soziologie, Philosophie, Theologie und Ethik; und wer ihn etwas besser kennt, der weiss auch um seine melancholische Seite. Seinem Einsatz verdankt die SGBE ihre Gründung und viele Initiativen, Ideen und Verbindungen, ihm sei hiermit im Namen des gesamten SGBE-Vorstands ausdrücklich dafür gedankt.

Die vier Beiträge repräsentieren wichtige Beziehungen Alberto Bondolfis zu Menschen und zu Fachgebieten: Roberto Malacrida, Intensivmediziner und Experte für Medical Humanities am Ospedale Civico in Lugano, Alexandre Mauron, Molekularbiologe und Bioethiker an der Uni Genf, Kurt Seelmann, Strafrechtler und Rechtsphilosoph an der Uni Basel, und Walter Lesch, Theologe und Philosoph an der Uni Louvain-la-Neuve: Diese vier gehören als Persönlichkeiten und auch mit ihren Fachdisziplinen zur wissenschaftlichen Biographie Alberto Bondolfis, wie auch aus den Beiträgen selbst hervorgeht. Sie ermöglichen Einblicke in die bewegte Geschichte der biomedizinischen Ethik und ehren damit den Jubilar.

Ad multos annos!

**Markus Zimmermann-Acklin**, Präsident der SGBE

*Der SAMW danken wir für einen namhaften Beitrag an die Herstellung dieser Sondernummer.*

## Contenu/Inhalt

Editorial	1
Des soins palliatifs aux "Medical Humanities" en passant par l'éthique clinique	2
La bioéthique en Suisse: chances et risques de la respectabilité	3
Die Natur des Menschen im Recht	5
Der universitäre Status der Bioethik in theologischen und philosophischen Kontexten	8
Sommerschule 2006 der SGBE	11
Alberto Bondolfi – ein alter junger Freund	12
Impressum	12

## **Des soins palliatifs aux «Medical Humanities» en passant par l'éthique clinique**

*Roberto Malacrida, Lugano*

Mon souvenir d'Alberto, dans son rôle d'éthicien, remonte au tout début des années 80, dans le cadre d'un congrès international sur la médecine d'urgence et de catastrophe organisé à Bellinzona, lorsque je l'ai invité à discuter des aspects éthiques du triage en cas de catastrophe civile ou militaire. Je crois que c'était pour lui une thématique nouvelle. Il l'avait développée avec un grand courage dans ses aspects théologico-philosophiques, juridico-éthiques et, bien sûr, bioéthiques, comme, par la suite, il a abordé de nombreuses autres thématiques éthiques, surtout liés à la médecine de pointe, aux transplantations et aux dilemmes posés à l'art médical au début et en fin de vie.

Et cette table ronde d'il y a vingt ans sur l'éthique du triage (est-il juste de ne pas traiter les cas trop graves et les cas trop légers quand le nombre des personnes atteintes dépasse et de loin les possibilités des soignants ?) reste pour moi le point de départ d'un long cheminement de dilettante, au sens d'une passion et d'un manque d'expertise théorique. Ce cheminement m'a mené sur des voies éthiques tortueuses et relativistes en raison des situations complexes que je rencontre quotidiennement dans mon expérience clinique.

J'ai parfois perçu Alberto, à cause de sa formation en théologie catholique, avec un certain « préjugé de fond », spécialement sur les thèmes difficiles de l'avortement, de l'euthanasie, de l'aide au suicide, mais aussi de la souffrance et du mal. Ce fut probablement à cause de mon relativisme éthique et de la fréquentation quotidienne (désormais depuis trente ans) de la souffrance et de l'absurdité du mal dans le monde. Mais Alberto s'est toujours abstenu, sans exception aucune, d'altérer la réalité en faveur d'une idéologie théologico-cléricale. Je me réfère

avant tout aux problèmes complexes de l'avortement et de l'euthanasie. En définitive, il me semble pouvoir dire que les valeurs de respect de la liberté humaine, de respect de la douleur et de la situation sociale, ont toujours reçu l'attention la plus grande dans les décisions éthiques d'Alberto.

Dans le domaine des soins palliatifs, c'est avec grand plaisir que je me rappelle Alberto avec Charles-Henri Rapin, l'initiateur et le propagateur infatigable et obstiné des soins et du respect aux patients dans la phase finale de leur vie. Alberto l'intellectuel, l'éthicien, Charles-Henri le clinicien, le politique : le premier, directement, par son activité de fondateur et, longtemps, de président de la Société suisse d'éthique biomédicale, le second, président de la Société suisse de Soins palliatifs, indirectement, mais les deux m'ont amené depuis quinze ans à considérer chaque décision clinique sous le « regard » des principes de la bioéthique et de l'éthique narrative, qui, à l'époque, ne faisaient pas partie du bagage professionnel et culturel de chaque médecin.

Il me plaît à penser que ces deux amis si importants pour le développement « différencié » de ma vie professionnelle ont travaillé ensemble à l'Institut universitaire Kurt Bösch, toujours sur des problématiques liées à la fin de la vie.

Alberto réussit à me surprendre, encore aujourd'hui, de deux façons au moins. Il me surprend d'abord, et je pense que la raison en est que j'aimerais m'identifier en partie à son attitude, par sa tendance quasi irrésistible à chercher à tout prix le consensus à la fin de chaque réunion, de la réunion de comité jusqu'aux tables rondes de congrès, comme un vrai confédéré habitué aux compromis des assemblées politico-administratives « fédérales ». Après chaque controverse, aussi petite soit-elle, je l'attends au tournant et, immanquablement, je le vois intervenir avec son bon sens, avec cette juste distance par rapport aux choses et peut-être aussi par rapport aux personnes, mais aussi avec la longue expérience de celui qui a voulu et qui a dû fréquenter les cercles du pouvoir politique et académique.

Alberto m'étonne par un deuxième aspect, un peu lié au premier, et la raison de cet étonnement est, je crois, une certaine envie : sa grande familiarité et l'empathie rare chez un Suisse italien pour la réalité suisse alémanique, probablement grâce aussi à son admirable maîtrise des langues nationales.

Ceux qui connaissent bien Alberto restent émerveillés par sa modestie à l'égard de ses profondes connaissances, résultat remarquable de longues années consacrées à la réflexion sur les thématiques liées à la maladie. J'ai moi-même passé ma vie à soigner sans pouvoir énormément approfondir les connaissances philosophiques en question et je me suis souvent senti mal à l'aise en dialoguant avec lui ou en contredisant une de ses thèses, en apparence d'égal à égal. En ces occasions, j'ai dû exploiter le privilège qui nous revient à nous, médecins, de pouvoir fonder notre discours sur notre expérience clinique quotidienne, qui nous « sauve » de l'ignorance théorique...

De plus, Alberto nous a accompagnés à la fin du siècle passé avec une grande générosité et un grand enthousiasme, dans notre aventure, auparavant partiellement explorée en Suisse, des « Medical Humanities ». Cette aventure a conduit à l'organisation d'un Master international avec l'Université de l'Insubria et la Faculté de médecine de Genève, avec Alex Mauron, Bernardino Fantini et Hans Stalder. À l'éthique clinique et à la bioéthique il nous a plu d'ajouter une dimension narrative.

Cher Alberto, je te suis reconnaissant pour tout ceci et pour tout ce que je n'ai pas eu le temps de raconter ! Et avant tout, joyeux anniversaire !

## La bioéthique en Suisse: chances et risques de la respectabilité

*Alex Mauron, Genève*

Ce symposium est un exercice de congratulation (et pourquoi pas, un peu d'autocongratulation collective au passage pour la corporation des éthiciens suisses). Après tout, un peu d'immodestie ne sied pas à la bioéthique en Suisse, si l'on considère le chemin parcouru. Car quelle est la situation dans notre pays au début des années septante ? Le mot « bioéthique » n'existe pas ; quant à la chose son statut est très virtuel. Ce qu'il y a, ce sont trois réalités sociales pratiquement sans contact entre elles :

### 1. Une tradition d'éthique universitaire à la discrétion de bon aloi

L'éthique est cultivée, régulièrement dans les facultés de théologie, plus occasionnellement dans les départements de philosophie. Les bruits des malheurs et clameurs de la Cité parviennent très étouffés dans les tours d'ivoire et inversement les réflexions académiques dans ce domaine sont peu relayées dans la Cité. Ceci d'autant plus que dans le monde francophone, l'éthique est assez radicalement « démonétisée » par les attachements philosophiques et sociologiques en vogue. Pour les intellectuels à la page, l'éthique évoque plus la 3<sup>e</sup> République et ses professeurs bien-pensants qu'une aventure de l'esprit.

### 2. Un amateurisme érudit autour de la déontologie et de l'histoire médicales

La déontologie médicale est un chapitre plus ou moins minuscule de la médecine légale, ou alors un hobby pour professeurs de médecine à la retraite ou encore un greffon plus ou moins importun sur le corps glorieux de l'histoire de la médecine, greffon mal toléré par l'hôte comme par le greffon, comme on le voit particulièrement dans les Universités germanophones.

### 3. Un débat plus ou moins politisé sur les excès de la médecine et de la recherche médicale.

Les années septante sont l'âge du second Ivan Illich (pas celui de Tolstoï !). Elles voient fleurir les uto-

pies tiers-mondistes d'une médecine aux pieds nus, vierge de toute association avec le capitalisme pharmacologique et avec le réductionnisme biomédical, lui-même suspect d'être le cheval de Troie de l'impérialisme culturel et technologique de l'Occident.

Alors est venu l'âge des pionniers – et Alberto est l'un des plus importants pour notre pays – et l'on voit ces trois phénomènes sociaux entrer en interaction. Quelques théologiens s'intéressent à la médecine. Surtout parmi ceux qui ont un casier judiciaire au Vatican (comme Alberto). Ils découvrent que l'éthique médicale peut être une aventure intellectuelle plus excitante que la bonne vieille morale médicale, immuable, et jamais traversée par le doute, que l'on enseignait naguère dans les facultés catholiques. Chez les philosophes, certains réalisent que l'intérêt pour l'éthique appliquée n'est peut-être pas forcément l'équivalent philosophique d'une visite au bordel.

Quant au corps médical et aux facultés de médecine, elles subissent alors de plein fouet un certain nombre de révolutions : révolution technologique, montée en puissance de l'autonomie du patient, scandales autour de la recherche clinique, entrée en force de la génétique moléculaire en médecine, maladies émergentes, au premier chef le SIDA... le décalage entre les nécessités à la fois pratiques et intellectuelles de ce chantier permanent qu'est devenu l'éthique médicale et la bonhomie paternaliste du « patron » d'antan est devenu criant. Les institutions médicales accueillent la nouvelle discipline - la bioéthique - avec une certaine méfiance mais assez vite, ce sont elles qui en redemandent.

Enfin, le militantisme extra-médical et parfois anti-médical des années soixante et septante a radicalement changé de nature dans les années quatre-vingts et le virus HIV est largement responsable de cette mutation. Les manifestants d'Act-Up se pensaient peut-être comme des révolutionnaires, ils ont été des réformistes par inadvertance : ils ont exigé et obtenu des pratiques de recherche plus imaginatives, un effort mondial plus soutenu dans la recherche et dans l'accès aux traitements. Aujourd'hui, il n'est plus question de médecine aux pieds nus, nulle part : l'accès équitable à la médecine que la recherche biomédicale la plus pointue rend possible, c'est cela la revendication mondialisée à l'ordre

du jour, relayée de plus en plus fermement par la bioéthique. Le SIDA a été en somme la seconde mort d'Ivan Illich.

Aujourd'hui, la bioéthique a accédé à la respectabilité. Elle a pignon sur rue. Elle est enseignée dans la plupart des facultés de médecine des pays développés. Le mot « éthicien » donne encore des boutons à certains, mais la chose, enfin... la personne, est devenue un intellectuel public, avec toutes les ambiguïtés de ce rôle. Notre discipline, la bioéthique, est écoutée des chercheurs, des médecins, des soignants, du législateur... Ses avis sont même suivis d'effet, et jouent un rôle non négligeable dans l'évolution des pratiques soignantes et biomédicales. En définitive, on peut dire que nous faisons de la bioéthique social-démocrate, avec un certain succès. Le fait d'être intégrés au système biomédical est peut-être discutable mais il nous a au moins tenu à l'écart de la gesticulation prophétique, à laquelle nous avons préféré le pragmatisme.

Ceci dit le risque de la respectabilité saute aux yeux : c'est celui de s'identifier au système au point de devenir incapable de le critiquer. D'en devenir un rouage supplémentaire, une expertise de plus, qui a automatiquement voix au chapitre car elle a cessé de déranger. De toutes parts, des forces sociales de plus en plus puissantes alimentent un désir de moralisation, voire de moralisme. Et même si la bioéthique s'en distancie intellectuellement, elle peut être piégée par les logiques d'institution et de médiatisation dans lesquelles elle est engagée. Le magistère laïc est un magistère aussi !

Malgré tout, je crois qu'Alberto et les bioéthiciens que je connais ont encore plus d'un tour dans leur sac à malices. J'ai d'ailleurs fait personnellement l'expérience, il y a quelques semaines, au sujet d'un travail sur l'éthique du dopage et de l'anti-dopage que la bioéthique peut encore choquer et encourir le reproche de « corrompre la jeunesse ». Allons ! Si nous pouvons encore choquer et susciter la controverse, tout espoir n'est pas perdu !

## Die Natur des Menschen im Recht

*Kurt Seelmann, Basel*

Alberto Bondolfi gehört zu jenen Ethikern, die von Anfang an die Bioethik-Debatte, die Debatte über die Ethik der *Natur des Menschen*, mitbestimmt haben. Das haben natürlich auch andere Ethiker getan. Aber er gehört ausserdem zu jenen Ethikern, die, wie man im modernen Deutsch so schön sagt, anschlussfähig sind an die Gedanken von Juristen. Das komplizierte Verhältnis von Ethik und *Recht* hat ihn immer fasziniert. So etwas findet man schon seltener. Deshalb könnten ihn auch ein paar von aktuellen Entwicklungen beeinflusste Gedanken zur *Natur des Menschen in Recht und Ethik* interessieren.

In den letzten Jahren haben insbesondere zwei Gebiete naturwissenschaftlicher Forschung dazu ange-setzt, auch die Welt der Juristen und der Ethiker in Unruhe zu versetzen, ja als Gespenster in dieser Welt umzugehen. Ich meine die Embryonenforschung und die Hirnforschung.

Die Embryonenforschung hat die Menschenwürde wieder zu einem Streitobjekt gemacht - durch die einfache Statusfrage, ab welchem Entwicklungsstadium menschlichen Lebens man von einem Grund- und Menschenrechtsschutz sprechen kann. Ist der Embryo im Blastozystenstadium rechtlich dagegen geschützt, durch Entnahme von Stammzellen zu Forschungszwecken abgetötet zu werden? Dass in einem solchen durch Forschungsinteressen veran-lassten Abtöten, würde man die Statusfrage positiv entscheiden, eine unzulässige vollständige Instru-mentalierung und damit eine eindeutige Men-schenwürdeverletzung läge, könnte auch durch noch so hochrangige Forschungsziele und durch den unvermeidbaren Tod solcher „überzähligen“ Embryonen nicht konterkariert werden. Darüber be-steht Einigkeit. Mit dem Aufwerfen der Statusfrage hat die Embryonenforschung allerdings die Frage, wer denn nun „Mensch im Recht“ sei und folglich an der Menschenwürdegarantie Teil habe, ganz ge-nerell in den Fokus gerückt.

Die Hirnforschung hat, ganz aktuell, ähnliche Ver-unsicherungen unter Juristen und Ethikern bewirkt.

Das kommt daher, dass dieser Forschungszweig in jüngster Zeit ein sprunghaftes Anwachsen der Kenntnis von Hirnprozessen erfahren und dabei u.a. festgestellt hat, dass dem Auftauchen von Bewusst-einszuständen ganz bestimmte unbewusste neurona-le Prozesse u.U. sogar vorausgehen. Psychisches Geschehen, so wird trotz noch vieler bestehender Unklarheiten der Schluss gezogen, ist durchgehend determiniert durch physische Prozesse. Für den E-thiker wie für den Juristen und ihr Bild vom Men-schen ergibt sich daraus die Frage, ob sie angesichts dieser Forschungsergebnisse dem Menschen noch eine Willens- und Handlungsfreiheit zuschreiben und folglich eine Verantwortung zurechnen können.

Beide neuen naturwissenschaftlichen Forschungs-gebiete betreffen somit zentrale Aspekte im Men-schenbild . Würdeschutz im Sinn eines Verbotes der vollständigen Instrumentalisierung steht ebenso zur Debatte wie freie Entscheidung als Grundlage der Zurechnung von Verantwortlichkeit.

Betrachten wir die Problematik des Menschenbildes zunächst genauer bei der Embryonenforschung. Das Argument, so frühe Embryonen hätten noch nicht Teil am Schutz der Menschenwürde, setzte zumin-dest implizit voraus, dass über die Gattungzugehö-rigkeit hinaus noch weitere Voraussetzungen an die Trägerschaft dieser Kompetenz zum Innehaben von Rechten, wie man die Menschenwürde auch be-zeichnet hat, zu stellen sei. Teilweise wurde dies in der Diskussion auch ausdrücklich so formuliert: In seinen Rechten verletzt könne nur jemand sein, der auch in der Lage sei, eine solche Verletzung wahr-zunehmen. Nur wer Vernunft und eine Vorstellung von der eigenen Zukunft habe, könne etwa durch den Gedanken an die Zulässigkeit einer plötzlichen schmerzlosen Tötung beeinträchtigt werden. Damit aber stellt sich die in den 40er Jahren des 20. Jahr-hunderts scheinbar endgültig geklärte Frage, wer denn Menschenwürde besitze, auf einmal wieder neu.

Aber man darf das Szenario auch nicht unnötig dramatisieren. Die der Bundesverfassung entspre-chende juristische Position, dass Menschenwürde jedem Menschen unabhängig von Herkunft, Lei-stungen und Eigenschaften, aber auch unabhängig vom Entwicklungsstadium zukomme, lässt sich selbst dann weitgehend problemlos halten, wenn in der ethischen Diskussion neue Fragen nach den

Grundlagen eines moralischen Rechts auf Menschenwürdeschutz auftreten. Eine juristische Begründung des Würdeschutzes könnte dann etwa über Potentialitätserwägungen laufen, wie sie im Recht – etwa als Anwartschaftsrecht – verbreitet und anerkannt sind.

Die Hirnforschung scheint von einer anderen Seite her das Menschenbild in Frage zu stellen – lässt sie doch zweifeln, ob ein Mensch mit einem determinierten Willen überhaupt noch für etwas verantwortlich gemacht werden kann. Bricht Recht und Ethik hier nicht wirklich ein Fundament weg?

Die Willensfreiheit, wie es manchmal empfohlen wird, einfach durch den Hinweis zu retten, dass uns unsere Handlungen frei *erscheinen*, kann wohl nicht die Lösung sein. Aus der Individualperspektive wie aus der institutionellen Perspektive scheinen mir andere Begründungen besser abgesichert:

Individuell kann der Handelnde selbst aus logischen Gründen niemals wissen, wie seine eigene Entscheidung ausfällt, bevor sie gefallen ist – selbst wenn ein Beobachter das könnte. Das schliesst für den Handelnden selbst eine deterministische Prognose logisch aus – und es schliesst logisch die Richtigkeit der Beobachterperspektive in dem Moment aus, da der Beobachter dem Handelnden seine Prognose mitteilt.

Die institutionelle Perspektive entspricht diesem Befund: Auch Hirnforscher gehen davon aus, dass das – kausal determinierte – Gefühl der Verantwortung sozial nützlich erscheint. Angesichts der Gleichgewichtigkeit aller Kausaldeterminanten lässt sich aus der neuronalen Steuerung aber nicht entnehmen, warum man eine Zuständigkeit für die Tat gerade beim Täter und nicht etwa beim Opfer oder bei den Eltern oder beim Ausbilder des Täters sucht. Offenbar gibt es normative Zuständigkeitsregeln für die Orientierung sozialen Verhaltens, deren Sinn sich erst aus einem normativen Zusammenhang erschliesst. Stellt man für diese Zuständigkeit nicht darauf ab, ob jemand auch anders hätte handeln können, so steht die normative Zuständigkeit zur kausalen Determination – wenn sie denn wirklich nachweisbar wäre – auch in keinem Widerspruch. Der empirische Mensch mag kausal determiniert sein – auf dieser Ebene wäre dann etwa eine Strafandrohung eine weitere Kausaldeterminante.

Normativ wird er – als Rechtssubjekt – mit einer Sollensanforderung konfrontiert, die selbst dann, und gerade dann, noch relevant ist, wenn sie im Einzelfall nicht zur Kausaldeterminante beim handelnden Individuum wird. Dann nämlich stellt das Recht durch eine Sanktion klar, dass es „im Recht“ war. Und diese normative Ebene, die nichts anderes ist als der strukturelle Zusammenhang der Perspektiven der Handelnden, ist, wie im Hinblick auf die Individualperspektive gezeigt, logisch nicht reduzierbar auf die kausale Ebene, wie sie den Beobachtern offen steht.

Offenbar ist es also sowohl mit der Embryonenforschung als auch mit der Hirnforschung kompatibel, dass das Recht den Menschen als Kompetenzzentrum von Rechten und von Verantwortung begreift.

Dennoch bleibt für die Natur des Menschen in Recht und Ethik ein Problem, das schon anklingt in der Behauptung, man müsse den anderen *bis zum Beweis des Gegenteils* für verantwortlich handelnd und denkend halten. Bis zum Beweis des Gegenteils, d.h.: das Gegenteil ist auch auf der Ebene von Recht und Ethik relevant – die Welt der Akteure liegt eben doch nicht jenseits der Welt der Beobachter. Die Person kann sich selbstverständlich nicht gänzlich abkoppeln vom konkreten Individuum, das rechtliche Konstrukt der Person kann nicht mit Pflichten verbunden sein, denen das Individuum schlechterdings nicht genügen kann. Der psychisch Kranke schliesst keine wirksamen Verträge und auch der psychisch Gesunde kann nicht verpflichtet werden zu fliegen statt zu gehen. Es gibt beim Individuum eine früher sog. „*natura rei*“, die auch im Konzept der Person nicht ungestraft vernachlässigt werden darf.

Die Person ist also, auch vom Recht zu berücksichtigen, untrennbar mit der *biologischen* Natur des Menschen verbunden. So sehr der Mensch als Person seine Existenz dem „*exeundum*“ aus der *biologischen* Natur verdankt, so sehr ist die Entstehung der Person und damit der Rechtsgemeinschaft zugleich aus Furcht vor Schaden für den Leib oder aus „*socialitas*“ durch eben diese Natur mitbewirkt.

Die aktuelle Diskussion fragt an dieser Stelle allerdings noch weiter: Hat nicht die menschliche Natur als *biologische* Natur gegenüber dem Recht sogar einen moralischen, einen normativen Status? Wenn

wir nach der Natur des Menschen im Recht fragen, so ist auch dieser möglicher Weise normative Status der Natur ein zentrales Element. Die Problematik eines moralisch-normativen Status der Natur im Menschen äussert sich etwa in folgenden Fragen: Muss es nicht vom Recht verboten werden, den eigenen Körper in die Sklaverei zu verkaufen, Organe zu verkaufen, sich zum Nutzen vom Recht nicht verboten werden? Muss die Herstellung von in der Natur nicht vorkommenden Entitäten oder Zuständen nicht auch verboten werden?

Derlei Verbote werden heute, teilweise auch im geltenden Recht, zugrunde gelegt. Selten wird aber in unseren Tagen zu diesem Zweck von einem inhärenten Wert der biologischen Natur des Menschen ausgegangen, auch wenn es durchaus religiöse, metaphysische und intuitionistische Argumente dieser Art gibt. Wegen der Begründungsprobleme solcher Positionen, aber auch wegen der starken Beeinträchtigung politischer Freiheit, die sie uns abfordern würden, spielt in der heutigen Diskussion ein solcher direkt normativer Naturbezug keine Rolle. Hingegen ist die Ableitung des Werts der biologischen Natur vom Wert der Person von weit grösserer Bedeutung. Verbreitet sind nämlich Zuweisungen eines moralischen Werts an die biologische Grundlage der menschlichen Existenz in Abhängigkeit von der Persönlichkeit.

Die besonders aktuellen Probleme eines abgeleiteten Naturwerts für die Persönlichkeit sperren sich allerdings der Einordnung in die gewohnte Problemstruktur. Denn was, wenn überhaupt eine Verletzung, könnte denn das *Klonieren eines Menschen* sein: Eine Fremdverletzung des neuen identischen Wesens, eine Selbstverletzung des Zellspenders oder gar eine Verletzung von uns allen, unserer Gattungswürde? Da sich schwer begründen lässt, worin dabei eine Individualverletzung liegen könnte, diskutiert man neuerdings viel über die Gattungswürde. Verstanden als Pflicht gegenüber sich selbst würde eine solche Verpflichtung aber das verfassungsrechtlich geschützte Recht auf Achtung und Schutz der Menschenwürde in eine Würdepflicht verwandeln und damit praktisch aushebeln. Auch der Gedanke eines Schutzes der Kollektivwürde oder des Menschenbildes anderer würde die Gefahr schaffen, dass partikuläre Moralvorstellungen anderer für rechtlich verbindlich erklärt würden. Bleibt die intensiv diskutierte Möglichkeit, das Problem in

einer Interaktionsstörung, einem Mangel an Anerkennung des anderen als gleiches Rechtssubjekt zu sehen.

Zu welchen Ergebnissen in diesen Fragen man auch immer gelangt – die Bedeutung der Naturseite des Menschen für seine juristisch relevante Persönlichkeit ist als Folge der bioethischen Diskussion der letzten Jahre wieder stark in den Vordergrund getreten. Und es zeigt sich in den heute intensiv diskutierten Grenzfragen der Natur des Menschen, wie wichtig die Zusammenarbeit von Recht und Moral ist, die beide, wie gerade der Begriff der Persönlichkeit lehrt, nicht einmal ihre Begriffe unabhängig voneinander bilden können. Das sollte uns nicht wundern. War der für das Recht zentrale Begriff der Person doch in Christologie und Trinitätslehre des Hochmittelalters jenes Natur (im Subjekt) und Intellektualität (im Individuum) verbindende *ens morale*, an das Würde wie Verantwortung anknüpften. Und lehrt uns doch Alberto Bondolfi seit langem, dass Ethik die „Bedingung der Denkbarkeit des Rechts“ und Recht die „incarnatio der Ethik“ ist. Möge Alberto noch lange, um im Bild zu bleiben, der *spiritus vivificans* ihres Verhältnisses bleiben.

## Der universitäre Status der Bioethik in theologischen und philosophischen Kontexten

Walter Lesch, Louvain-la-Neuve (B)

Im Rahmen eines Symposiums zu Ehren von Alberto Bondolfi liegt es nahe, die Frage nach dem *universitären* Stellenwert der Bioethik direkt anzusprechen – auch in Anknüpfung an die Ausführungen von Alex Mauron. Alberto Bondolfi steht mit seiner akademischen Biographie in der Schweiz und weit über die Grenzen des Landes hinaus für das beharrliche Bemühen um die angemessene Präsenz der Ethik und speziell der Bioethik innerhalb und ausserhalb der Universitäten. Dass sein Weg in besonderer Weise mit *theologischen* Fakultäten, insbesondere mit Fakultäten für protestantische Theologie verbunden ist, macht ihn zum Sonderfall in einer generellen Entwicklung, die man als Emanzipation der Bioethik von ihren theologischen Hintergründen lesen kann. Offensichtlich verweigert sich unser Jubilar jeglicher Festlegung. Er versteht sich als ein Mann der permanenten Grenzüberschreitung und wird damit zur lebendigen Illustration eines Habitus, der so gar nicht zum traditionellen Bild des Gelehrten passen will. Dass für Unkonventionalität bisweilen ein hoher Preis zu zahlen ist, wissen Alberto und seine Freunde aus zahlreichen Erfahrungen mit der Phantasielosigkeit von Hochschulstrategen, deren Weltbild leicht ins Wanken zu bringen ist, wenn die fachlichen Zuordnungen nicht mehr so leicht gelingen. Als Katholik bei den Protestanten, als theologischer Ethiker bei den philosophischen Ethikern, als Ethiker bei den Juristen und Medizinern hat Alberto eine Wegstrecke zurückgelegt, die sich im Rückblick als exemplarisch für die jüngere Geschichte der Bioethik erweist.

Dabei ist ausdrücklich anzumerken, dass sich Alberto Bondolfis facettenreiches Schaffen nicht auf die Bioethik reduzieren lässt. Er hat nicht nur andere Segmente bereichsspezifischer Ethik mit ähnlicher Zuverlässigkeit bedient. Er ist auch in ethischen Grundlagenfragen kein Unbekannter. Insofern gehört er zu den erfreulichen Ausprägungen einer gelungenen Synthese von Spezialistentum und Mut zum generalistischen Überblick.

In meine Freude, heute in diesem festlichen Rahmen zu Ihnen sprechen zu dürfen, mischt sich das Erschrecken, schon zu alt zu sein, dass ich als Festredner überhaupt in Frage komme. Doch interessanterweise werden auch Altersfragen relativiert, wenn man auf Albertos Freundschaft und Zusammenarbeit zählen darf. Sein unverwechselbarer Stil repräsentiert eine so nur selten erlebbare Brücke zwischen den Generationen. Kaum jünger als viele meiner akademischen Lehrer, stand Alberto für mein Empfinden einerseits näher bei einer Generation des wissenschaftlichen Nachwuchses, war aber andererseits schon in wichtigen Funktionen „arriviert“ und für viele von uns Jüngeren ein Meister im Herstellen von beruflich wichtigen Kontakten – und zwar in einer gänzlich uneitlen und generösen Art und Weise.

Bitte verstehen Sie deshalb meinen kurzen Beitrag nicht nur als ein persönliches Zeugnis, sondern als Vorschlag einer stellvertretenden Standortbestimmung, die speziell das *Ethische* der Bioethik in der doppelten Ausprägung von *philosophischer* und *theologischer* Ethik in den Blick nimmt. Dass ich mich dazu äussere, erklärt sich auch daraus, dass ich 1999 nach elfjähriger Tätigkeit in der Schweiz – in Freiburg/Fribourg – aus dem belgischen Louvain-la-Neuve das überraschende Angebot erhielt, Ethik an der Theologischen *und* an der Philosophischen Fakultät zu lehren. Dieser kleine Grenzverkehr ist sozusagen Teil meines beruflichen Alltags – mit allen Freuden und Schwierigkeiten, die dazu gehören. Angesichts der Kürze der Zeit wird es von Vorteil sein, unsere Aufmerksamkeit allein auf die Bioethik zu konzentrieren. Sie war ja schliesslich vor etwa drei Jahrzehnten in Europa (und schon etwas vorher in Nordamerika) ein wichtiger Motor für das neue Interesse an ethischen Fragen überhaupt und für die konstruktive Diskussion dieser Fragen im öffentlichen Raum.

Obwohl die Bioethik mit den Entwicklungen universitärer Ethikforschung eng verbunden ist, hat sie den Rahmen der Institution Hochschule immer schon gesprengt. Gerade deshalb ist sie ein besonders interessanter Testfall für den Zustand der Universitäten in stürmischen Zeiten, wenn unter den Bedingungen knapper öffentlicher Kassen und neuer Forderungen nach wirtschaftlicher Effizienz der Legitimationsdruck auf die Geisteswissenschaften steigt. Theologie und Philosophie haben die Bio-

ethik als ein Betätigungsfeld entdeckt, das in Zeiten der Krise Auswege verspricht, empfinden sich dabei jedoch oft als lästige Konkurrenten. Auf dem Feld der Bioethik könnten wir, falls wir es wollten, alle Zutaten eines unterhaltsamen Hochschulkrimis finden. Doch die Exkursion in die Kunst muss einem anderen Anlass vorbehalten bleiben. Begnügen wir uns also mit einer theseartigen Skizze des aktuellen Zustands universitärer Bioethik.

(1)

Im geschichtlichen und wissenschaftssoziologischen Rückblick erweist sich die Institutionalisierung der Bioethik an Universitäten als ein relativ junges Phänomen. Die Wurzeln dieser neu gebündelten Fragen liegen nämlich viel eher im Standesethos der Ärzteschaft, in der konkreten Ausbildung und im Berufsalltag sämtlicher Mitglieder des medizinischen Personals, in als problematisch empfunden Weichstellungen der Forschung, in gesundheitspolitischen Debatten und in den zahlreichen Aktivitäten von Lobbyisten, die wichtige Entscheidungen in ihrem Sinn zu beeinflussen versuchen. Die Bioethik als Projekt demokratischer Meinungsbildung und liberaler Diskussionskultur steht vor dem Dilemma, dem Expertenwissen auf dem Gebiet der Medizin nicht mehr zu trauen, andererseits aber auf neue Expertisen und die Ausbildung von hochgradig spezialisierten Kompetenzen angewiesen zu sein.

Dies war die Stunde der Universitäten, die es als ihre Pflicht betrachteten, die Beratungen der Bürgerinnen und Bürger mit Sachwissen und Orientierungswissen zu unterstützen. Es war zugleich ein hervorragender Anlass, den sprichwörtlichen Elfenbeinturm zu verlassen und sich in die konkreten Herausforderungen der Zivilgesellschaft hineinzu-begeben. Im Nachhinein ist es müßig, den Primat universitärer oder nicht-universitärer Anteile an diesem gesellschaftlichen Projekt eindeutig klären zu wollen. Persönlich neige ich zu der Einschätzung, dass wir als Hochschullehrer im Prozess der bioethischen Institutionalisierung mehr Lernende als Belehrende waren und dass diese selbstkritische Sicht auf die Generierung wissenschaftlich relevanter Fragen unseren Status nicht mindert. Die Bioethik ist ein Resonanzkörper, der die Töne pluralistischer Meinungsäußerungen zum Schwingen bringt, ein Diskussionsforum, das die widerstreiten-

den Positionen zum Argumentieren zusammenführt. Doch wer führt in diesem komplexen Geschehen Regie? Handelt es sich etwa um einen Prozess gesellschaftlicher Selbstorganisation, der sich ohnehin hinter dem Rücken der offiziell beauftragten oder selbsternannten Dirigenten und Diskurspolizisten abspielt? Waren die Universitäten in diesem ganzen Geschehen zu wenig initiativ und innovativ? Pauschale Schuldzuweisungen werden uns nicht weiterhelfen. In der Hoffnung auf anregende Gespräche – heute oder bei anderen Gelegenheiten – möchte ich nur zu bedenken geben, dass es auch an jedem von uns liegt, nicht irgendwann über die Bioethik als verpasste Chance zu lamentieren zu müssen. Sie erreichte uns nämlich als rettendes Geschenk zur rechten Zeit, um steril gewordene Moraltheorien neu zu beleben und durch die Konfrontation mit konkreten Fragen in einer bisher ungekannten Weise die Bedeutsamkeit von philosophischer und theologischer Ethik zu legitimieren. Das diagnostizierte schon ziemlich früh Stephen Toulmin in einem zum Klassiker avancierten Aufsatz *How Medicine Saved the Life of Ethics* (in: *Perspectives in Biology and Medicine* 25, 1982, 736-750).

(2)

Wenn dieser Prozess der Neuorientierung in den vergangenen Jahrzehnten nur zum Teil gelungen ist, dann scheint mir dies vor allem an dem Beharrungsvermögen universitärer Strukturen zu liegen. Als die Bioethik aus der gesellschaftlichen Öffentlichkeit in die Universität kam bzw. zurückkam, traf sie dort auf das alte Geflecht hierarchischer Ordnungen und arbeitsteiliger Parzellierungen, die sich vor allem in dem traditionellen Nebeneinander der Fakultäten manifestiert. Ich finde es geradezu alarmierend, mit welcher Präzision wir am Anfang des 21. Jahrhunderts mit den Requisiten unserer Hochschulen immer noch den *Streit der Fakultäten* inszenieren können, den schon Kant in seiner berühmten Universitätsschrift von 1798 thematisiert hatte. Die drei „oberen“ Fakultäten – Medizin, Rechtswissenschaft und Theologie – sitzen mehr oder weniger fest im Sattel und kultivieren ihre typischen Reaktionsmuster, wenn es darum geht, die Innovationsoffensive der Bioethik zu neutralisieren, die ja mit allen drei vornehmen Einrichtungen ins Gespräch kommen will und obendrein eine besondere Affinität zu einzelnen Abteilungen der Artistenfakultät hat. In diesem Spannungsfeld wird es

für die zunächst mit freundlichem Begrüssungsaplaus bedachte Bioethik bisweilen ziemlich ungemütlich. Denn was soll dieser Fremdkörper in der Welt der Medizin, die ihre Probleme intern regelt und nicht mit Leuten reden will, die nicht selber approbierte Ärzte sind? Nicht weniger selbstbewusst geht es bei den Juristen zu, die ihr Fach als normative Wissenschaft verstehen, die genügend Moralthorie im Gepäck hat, um die Arbeit der Ethik gleich mitzuvorrichten – und zwar nach eigener Einschätzung besser und präziser. So bleiben Theologie und Philosophie als genuine Orte ethischer Reflexion und somit ideale Andockmöglichkeiten für das Raumschiff der Bioethik. Als Verbündete wären sie so oft ein starkes Team gewesen, wenn sie es nicht vorgezogen hätten, sich gegenseitig zu bekämpfen und damit ihre Ausgangsbasis zu schwächen. Alberto Bondolfi verfügt über zahlreiche Erfahrungen mit der nicht immer friedlichen Koexistenz von philosophischer und theologischer Ethik: an den universitären Orten seines Wirkens und als ehemaliger Präsident der *Societas ethica*.

Die Theologie ist mit guten Gründen stolz auf ihre langen Erfahrungen mit ethischen Reflexionen, die sowohl individuelle Sinnfragen als auch sozialetische Strukturfragen in den Blick nehmen. Nach anfänglichen Berührungängsten gegenüber den vermeintlichen Niederungen der Praxis ist die Moralphilosophie inzwischen auch längst bei diesem Stand der Dinge angekommen und versucht immer wieder einmal, die wegen ihrer weltanschaulichen Bindungen als doch nicht ganz unabhängig betrachtete Theologie aus der Bahn zu werfen. Alle hier Anwesenden könnten die skizzierten Szenarien vom Streit der Fakultäten wohl mit vielen Beispielen aus eigenen Erfahrungen illustrieren, wobei uns das Lachen oft im Hals stecken bleiben dürfte. Denn zwischen der Konkurrenz, die das Geschäft belebt, und dem Gezänk, das unnötig Kräfte bindet, besteht ein grosser Unterschied. Leider scheint es an vielen der mir bekannten Universitäten in Europa immer noch so zu sein, dass der anhaltende Kampf um Zuständigkeiten die kreative Weiterentwicklung der Wissenschaftslandschaft behindert.

(3)

Nicht zuletzt anlässlich der Beschäftigung mit Bioethik entwickelte sich die schöne Zukunftsvision einer Universität, deren Angehörige alte Graben-

kämpfe hinter sich lassen, um neue Strukturen zu entwickeln. „Transdisziplinarität“ hiess das Zauberwort, von dem sich auch die Ethik beflügeln liess, um sich als Akteur und Partner fächerübergreifender Clusterbildungen anzubieten, in denen allein die Orientierung an gemeinsamen Fragen und nicht primär die eigene fachliche Herkunft zählen sollte. Was geschieht mit dem Philosophen oder Theologen, der seine disziplinäre Beheimatung verlässt? Bewegt er sich im Niemandsland? Im Exil, in dem er ausharren kann, bis eine Pfründe in der Heimat einer Fakultät für die Jahre in der Fremde entschädigt? Leider sind dies keineswegs rhetorische Fragen, sondern Aspekte einer immer noch innovationsscheuen Universität, die sich das Lob des Unkonventionellen für Sonntagsreden aufhebt. Und wie ist sicherzustellen, dass die neuen Verknüpfungen im dichten Geflecht der Kompetenzen keine amorphen Klumpen bilden, die für die praktische Orientierung nichts hergeben?

(4)

Noch in einer weiteren Hinsicht könnte die Bioethik zum Ferment einer neuen Universitätskultur werden. In ihren Anfängen war ihre Verankerung in den klassischen Studienprogrammen relativ schwach. Das hatte den Vorteil, Kräfte für gesellschaftliche Dienstleistungen freizusetzen, die sonst zu kurz gekommen wären. Mit der Gründung der *Schweizerischen Gesellschaft für biomedizinische Ethik*, der Mitwirkung in Kommissionen und zahlreichen Weiterbildungsprogrammen entstanden neue Inhalte und neue Formen des Lehrens und Lernens, die später den Lehrbetrieb der Universitäten befruchten konnten. Ausserdem entwickelten sich Kooperationen, aus denen neue Forschungsfragen und Programme entstanden, die das Etikett „interdisziplinär“ verdienen. Mit anderen Worten: der Bioethik ist es im Laufe der Jahrzehnte gelungen, aus einer Aussenseiterposition heraus jenes Kernstück universitärer Identität zu vitalisieren, das so oft im Alltagsgeschäft vergessen geht: die Artikulation von Lehre, Forschung und Dienstleistung. Das eine geht nicht ohne das andere. Wie wir die Verhältnisse genau gewichten, ist freilich heute mehr als je zuvor eine offene Frage. Die Universität von Louvain, an der ich arbeite, hat sich programmatisch sehr stark der *Déclaration de Glion* verschrieben, jener 1998 in der Schweiz formulierten neuen Standortbestimmung von Universitäten, die sich

zeitgemässen Forderungen eines modernen Managements auf die Dauer nicht verschliessen werden können. Am 2. Februar 2006 war in Louvain-la-Neuve die Vergabe eines Ehrendoktors an Luc Weber, einen Protagonisten des *Colloque de Glion* und ehemaligen Rektor der Universität Genf, sichtbarer Ausdruck dieses Modernisierungskurses.

(5)

Für all jene, die im Bereich der Bioethik aktiv sind, gibt es keinen Grund, sich auf den Lorbeeren des Erreichten auszuruhen. Die Profilierung des Arbeitsfeldes innerhalb und ausserhalb der Universitäten wird weitergehen müssen: mit neuen Ideen, neuen fachlichen Konfigurationen, neuen interkulturellen Herausforderungen in einer veränderten weltpolitischen und innenpolitischen Lage. Dass die Theologie als älteste aller Kulturwissenschaften etwas zu diesem Gespräch beitragen kann, scheint mir selbstverständlich zu sein. Dass dies argumentativ nicht anders gelingt als mit den Mitteln philosophischer Rationalität, halte ich ebenfalls für grundlegend. Deshalb wird es spannend sein, die beiden Geschwister auf ihrem weiteren Weg zu begleiten. Wenn manchmal Theologen die besseren Philosophen sind und Philosophen die besonderen Referenzen religiöser Sinnhorizonte treffender in Erinnerung rufen als Theologen, mag das zwar irritierend sein. Aber es ist auch ein Grund zur Hoffnung auf eine Wissenschaftspraxis, die niemals Selbstzweck ist, sondern sich in den Dienst der Beantwortung von tatsächlich offenen Fragen stellt. Alberto Bondolfi hat genau dies in den vergangenen 30 Jahren mit grossem Einsatz getan. Dafür gilt ihm unser herzlicher Dank – verbunden mit der Hoffnung auf viele weitere gemeinsame Projekte.

## **5. Sommerschule für biomedizinische Ethik**

### **Medizin, Ethik und Behinderung**

Ziel der Sommerschule ist, Mitgliedern von Ethikkommissionen sowie Praktikern, Studierenden und Forschenden aus diversen Fach- und Tätigkeitsbereichen (Medizin und Pflege, Philosophie, Recht, Soziologie, Theologie, Bioethik) die Gelegenheit zu bieten, sich in einem interdisziplinären Rahmen mit bioethischen Fragestellungen vertraut zu machen.

Die Sommerschule ermöglicht den Teilnehmerinnen und Teilnehmern, sich miteinander auszutauschen und Einblick in Methoden und Lösungsansätze anderer Disziplinen zu gewinnen. Vorgesehen ist die aktive Teilnahme von ausgewiesenen Experten aus verschiedenen Fachbereichen als Grundlage für einen kompetenten und offenen Dialog.

## **5e Ecole d'Été d'Éthique Biomédicale**

### **Médecine, éthique et handicap**

Destinée aux membres de comités d'éthique et aux praticiens, doctorants et chercheurs en médecine, soins infirmiers, philosophie, droit, sociologie, théologie et bioéthique, l'Ecole d'Été de la SSEB offre la possibilité d'approfondir une thématique de bioéthique dans un dialogue dépassant les frontières professionnelles et disciplinaires.

Elle offre un climat de travail agréable où les participants peuvent travailler avec des intervenants couvrant une large diversité d'expertise, tant lors de cours et de discussions structurées que lors d'échanges informels.

**Castelgrande, Bellinzona (TI)  
7. – 10.9.2006**

#### **Information/Informazioni:**

Dr. med. Valdo Pezzoli, v.pezzoli@bluewin.ch  
ou  
<http://www.bioethics.ch>

## **Alberto Bondolfi – ein alter junger Freund**

Die Wege von Alberto und mir haben sich bereits vor vielen Jahren gekreuzt, als er Betreuer meiner Diplomarbeit im Rahmen des Nachdiplomstudienganges ‚Umweltlehre‘ an der Uni Zürich wurde. „Gentechnologie – so oder so“ hiess das Thema, welches wir als interdisziplinäre Gruppe bearbeiteten.

Als ich hörte, dass ein Theologe diese Arbeit begutachten sollte, wurde ich als Biologin etwas nervös: Würde er den notwendigen naturwissenschaftlichen Sachverstand und die Offenheit gegenüber der Thematik haben? Schon die erste Begegnung liess mich alle Zweifel über Bord werfen. Da trat uns ein erfrischend dynamischer, weltoffener Theologe entgegen, der uns mit Eloquenz und Sachwissen – kritisch, aber immer fair – durch den Arbeitsprozess begleitete.

In späteren Jahren bin ich Alberto immer wieder begegnet: im Rahmen von Anlässen oder Kommissionen innerhalb der SAMW und dann wieder als Mitglied der Nationalen Ethikkommission für Humanmedizin, der auch er angehört. Er beeindruckt mich durch seine Fähigkeit, kritische Dialoge zu führen, durch seinen Mut, auch unpopuläre Meinungen zu vertreten, seine Breite in ethischen Themen und natürlich seine legendäre Dreisprachigkeit, die ihn zum perfekten Schweizer macht.

Schätzen tue ich aber auch den Menschen Alberto, den Familienmenschen, der auch weit über das Berufliche hinaus Interesse und Anteilnahme an seinen Freunden und Bekannten zeigt. Als ich ihm das erste Mal begegnete, war ich schwanger. Seither gab es keine einzige Begegnung, ohne dass er nach dem Befinden meines Sohnes fragt. Und so wird denn unsere Freundschaft zusammen mit meinem Sohn älter. Alberto, ich hoffe, unsere Wege werden sich noch lange immer wieder kreuzen.

Dr. Margrit Leuthold, Generalsekretärin SAMW, Basel

### — Impressum

**Bioethica Forum** wird herausgegeben von der  
**Schweizerischen Gesellschaft für Biomedizinische Ethik SGBE-SSEB**

Redaktionskommission: Markus Zimmermann-Acklin (verantwortlich), Hermann Amstad

Bioethica Forum No. 49 erscheint im Juni 2006; Redaktionsschluss: 31. Mai 2006.

Sekretariat SGBE/SSEB, REHAB Basel, Postfach, 4025 Basel

Tel. ++41 (0)61 325 00 53 / 325 01 10, Fax ++41 (0)61 325 01 21

E-Mail : [info@bioethics.ch](mailto:info@bioethics.ch)

[www.bioethics.ch](http://www.bioethics.ch)